

Ensemble, exigeons un nouveau commissariat pour Aulnay

Nous, élus de la majorité municipale (PS, PC et PRG), demandons à l'Etat de débloquer enfin les moyens pour la réalisation du nouveau commissariat d'Aulnay-sous-Bois, attendu par les habitants depuis de trop nombreuses années, et de le doter des moyens humains et matériels indispensables à l'exercice des missions de prévention et de sécurité de la police nationale.

Aujourd'hui, rien ne fait plus obstacle à ce que cet équipement voie le jour :

- La Ville met gracieusement à disposition un terrain de 3500m² stratégiquement situé à proximité du carrefour Jean Monnet, le long de la RN2
- La Ville a multiplié les interventions auprès du Conseil général et du Conseil régional, qui sont prêts à participer financièrement à l'opération (subvention exceptionnelle du Conseil Régional à hauteur de 60%)
- Le Préfet de la Seine-Saint-Denis reconnaît lui-même l'urgence de remédier à une situation devenue intolérable.

Ne manque que le feu vert du gouvernement !

Dans les locaux actuels du commissariat, les conditions de travail des agents de la police nationale sont indignes d'une ville de plus de 80 000 habitants.

L'accueil des publics est totalement inadapté en termes de confidentialité et de respect des victimes.

La Ville, de son côté, assume largement ses responsabilités à travers les missions de la police municipale et la mise en place d'une politique de prévention conduite au plus près des réalités du terrain.

Ce scandale a trop duré : il est temps de faire prévaloir le droit légitime à la sécurité de tous les habitants !

Le gouvernement Sarkozy, qui a fait de la sécurité l'étendard de sa politique, est au pied du mur. Il doit mettre ses actes en conformité avec ses discours. Aulnay-sous-Bois, troisième ville du département, ne peut être laissée pour compte par les plus hautes autorités de l'Etat sur un sujet qui, avec l'emploi et le logement, reste l'une des préoccupations essentielles des habitants.

Les élus socialistes, communistes et radicaux de gauche, composant la majorité municipale, appellent les habitants à ne pas accepter cette injustice.

Nous prendrons toutes les initiatives utiles jusqu'à ce que nous obtenions la garantie que les crédits soient effectivement débloqués et que le chantier du nouveau commissariat puisse enfin démarrer.

